

## Déclaration de la FSU CTA du 26 avril 2022

Monsieur le Recteur,

Un grand bouleversement a eu lieu pendant ces vacances scolaires : nous avons élu un nouveau président de la République. En effet, l'ancien président, Emmanuel Macron, nous laissait, il y a deux semaines, avec une petite phrase assassine édifiante, symptomatique de son quinquennat à l'égard des enseignants : "Je veux répondre au syndrome de la salle des profs où celui qui se démène est parfois moqué par celui qui fait le minimum syndical" (Entretien avec *Le Figaro*, 6/04/2022). Nous aurions dû, s'il avait été réélu, nous échine à réclamer un peu de respect ; expliquer que « le minimum syndical » nécessite déjà de se démener ; redire que souvent, les collègues qui font plus, et plus, et plus, finissent par appeler à l'aide les syndicats ; que faire moins, c'est faire mieux, et que, comme vous le savez, vous qui nous voyez très régulièrement et travaillez avec nous, l'adjectif « syndical » n'est jamais, dans la réalité, associable au substantif « minimum ». Nous avons pourtant déjà bien expliqué tout ça à d'autres occasions (confinement où nous avons été taxés de laxisme, Grenelle où nous devions mériter des hausses de salaire sous forme de prime, puis impossibilité absolue de revaloriser nos traitements « sans contrepartie »,...). Bref, nous ne développerons pas plus que ça puisque, fort heureusement, nous avons changé de président !

En effet, nous avons, avant-hier, élu un nouveau président qui a dit, et répété, qu'il souhaitait augmenter « sans contrepartie » les salaires des enseignants de 10 %. Le début d'une nouvelle ère s'ouvrirait donc pour l'Éducation Nationale, où les revendications des personnels commenceraient à être entendues. Un président qui serait enfin dans les dispositions de reconnaître notre travail. Peut-être même qu'Emmanuel Macron, notre nouveau chef d'État, sera celui de la fin de la casse des services publics dont celui

d'éducation, que nos conditions de travail vont être améliorées, que les moyens vont considérablement augmenter, que la formation des enseignants va être développée, que le recrutement par concours va être multiplié, etc. Nous ne savons pas à cette heure qui sera son ministre de l'Éducation, mais s'il a besoin d'idées, les mandats des différents syndicats de la FSU en regorgent et nous sommes tout à fait disposés à les exposer. Bref, avec ce nouveau président, tout est enfin possible, les priorités semblent enfin pouvoir être redéfinies et les personnels de l'Éducation Nationale peuvent enfin croire qu'ils vont être respectés.

Malheureusement, les mauvaises langues prétendent déjà qu'il n'y a aucun respect derrière tout cela. Qu'au contraire, ce candidat dont la stratégie électorale était de se présenter comme le seul rempart à l'extrême droite a favorisé son développement pour ne pas affronter un autre candidat au second tour. Que, pour récolter les voix de la droite « traditionnelle » et accéder à ce second tour, il aurait tapé sans vergogne sur les profs jusqu'à la veille du premier tour et tenté même de les diviser. Qu'ensuite, sachant qu'il avait joué avec le feu, il aurait « viré sa cuti » à la veille du second tour pour nous promettre une augmentation « sans contrepartie », hormis peut-être celle de l'élire. Nous devons les rassurer, cela s'apparenterait dans l'idée à une forme de corruption des fonctionnaires que nous sommes, ce qui est absolument inimaginable puisque nous sommes les éducateurs de la nation et en cela, nous sommes ceux qui montrons l'exemple aux citoyens éclairés que nous souhaitons former. Ce serait donc nous insulter. D'autre part, il est certain que tous les enseignants qui ont voté avec ou sans conviction pour ce nouveau président, l'ont fait contre l'extrême droite (comme vraisemblablement plus de 20 % des électeurs de ce scrutin), et non pour sa politique éducative ou même sanitaire. D'autre part, immédiatement après l'annonce de sa victoire, Emmanuel Macron, s'est dit « obligé » par ces votes « contre » qui l'ont fait gagné.

Il est donc impensable que sa politique ne soit pas celle d'un président tout neuf, qui a compris l'urgence éducative (notamment), car certes, il y a des stratégies électorales, mais il ne peut pas ne pas avoir pris conscience qu'elles finiront par mener au pire. Parce que de complotismes en extrémismes, les vrais responsables de la porosité et de

l'expansion de ces idées, sont ceux qui détruisent la crédibilité et amenuisent les moyens du service public d'éducation, socle de la nation, garant de l'indépendance des esprits, préalable indispensable au maintien de la liberté, de l'égalité et de la fraternité dans notre pays.

C'est la raison pour laquelle, à la faveur de l'élection de ce nouveau président, et en préalable à la nomination du prochain ministre de l'Éducation, la FSU demande un plan d'urgence pour l'Éducation.